

PREFECTURE DU DOUBS

Direction des Affaires Décentralisées,
de l'Urbanisme et de l'Environnement
4ème bureau
SB/NG

Objet : Installations classées.
Autorisation - S.A. AIRAX - CHEMAUDIN.

ARRETE 91/DADUE/4B/N° 391

Le Préfet
de la Région de Franche-Comté
Préfet du département du DOUBS
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU La loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU La nomenclature des Installations Classées,
- VU L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1466 du 8 avril 1988,
- VU La demande en date du 6 avril 1990 de Monsieur Jacky HUMBLLOT, Directeur de la Société AIRAX, à l'effet d'être autorisé à exploiter une Installation Classée sur le territoire de la commune de CHEMAUDIN en zone industrielle,
- VU L'arrêté préfectoral n° 4860 du 14 septembre 1990 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- VU Le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 8 octobre 1990 au 8 novembre 1990 et le rapport du Commissaire-Enquêteur en date du 5 décembre 1990,
- VU L'absence d'avis du Conseil Municipal de CHEMAUDIN dans les délais impartis,
- VU Les avis de :
 - * M. Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 23 octobre 1990,
 - * M. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 6 décembre 1990,
 - * M. Le Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 5 octobre 1990,
 - * M. Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 26 septembre 1990,

PRÉFECTURE DU DOUBS

3ème DIRECTION

4ème BUREAU

BORDEREAU D'ENVOI

à

Poste 4342
SB/NGMonsieur le Directeur Régional de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement
Subdivision de Besançon
7, rue Léonard de Vinci

25000 BESANCON



Désignation des pièces	Nombre
Ampliation de mon arrêté du 5 FEB. 1991 autorisant le Directeur de la Société AIRAX à exploiter une nouvelle unité de peinture avec traitement de surface à CHEMAUDIN.	2.

MOTIFS de la TRANSMISSION

- | | | | |
|--|--------------------------|--|--------------------------|
| En retour | <input type="checkbox"/> | Pour enquête et avis | <input type="checkbox"/> |
| En retour après objet rempli | <input type="checkbox"/> | Pour réponse directe à l'intéressé (e) | <input type="checkbox"/> |
| Pour notification à l'intéressé (e) | <input type="checkbox"/> | Pour insertion au Recueil des Actes Administratifs | <input type="checkbox"/> |
| Pour notification à l'intéressé (e)
établissement du procès-verbal
correspondant | <input type="checkbox"/> | Pour avis | <input type="checkbox"/> |
| Pour éléments de réponse | <input type="checkbox"/> | Pour suite à donner | <input type="checkbox"/> |
| A toutes fins utiles | <input type="checkbox"/> | Pour information | <input type="checkbox"/> |
| Avec accusé de réception | <input type="checkbox"/> | En communication et retour sous le présent timbre | <input type="checkbox"/> |

- 5 FEB. 1991

A BESANCON, Pour le Préfet
Le Chef de Bureau Délégué

M. QUENOT

* M. Le Directeur du Service Interministériel Régional de la Protection Civile en date du 22 octobre 1990,

* M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 11 décembre 1990.

VU L'avis de M. Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région de Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 décembre 1990 ;

VU L'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 9 janvier 1991 ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

A R R E T E

TITRE I

ARTICLE 1er.-

1.1. La S.A. AIRAX, représentée par son directeur, est autorisée à exploiter dans son établissement situé en zone industrielle de CHEMAUDIN un nouvel atelier de peinture situé dans une extension du bâtiment côté Est comprenant :

- une installation de traitement de surface des métaux comportant des phases de dégraissage, de rinçage, d'affinage de couche, de phosphatation zinc, de double rinçage, de passivation chromique et de rinçage en eau déminéralisée,
- une installation de peinture à froid de liquide inflammable de 1ère catégorie,
- une installation de séchage dans un tunnel à une température de 90° C environ.

1.2. Ces activités relèvent du régime de l'autorisation au vu de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous les rubriques suivantes :

- N° 288-1 : Traitements électrolytiques et chimiques des métaux pour 25 100 litres de bains de traitements.
- N° 405 B-1 a : Application à froid par pulvérisation de peinture à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie pour un volume déposé supérieur à 25 litres (environ 100 kg/jour).
- N° 406 1 b : Séchage de peintures appliquées dans une enceinte ayant une température ambiante de 90° C.

1.3. Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

OR ARTICLE 2.- CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. Caractéristiques de l'établissement

L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale la fabrication et le montage d'équilibreurs et ressorts pneumatiques destinés à l'automobile, ressorts de porte de hayon, et autres branches de fabrication de produits industriels.

Il comprend :

- 1 bâtiment de 5 274 m² de surface couverte sur deux niveaux abritant :

- 1 atelier de travail des métaux : sciage, décolletage, soudage, rectification,
- 1 atelier de traitement de surface comprenant les bains suivants :
 - chromage dur - 5 700 l,
 - dégraissage acide et alcalin des pièces à chromer - 3 000 l,
 - dégraissage et phosphatation des pièces à peindre - 1 600 l,
- 1 atelier de traitement thermique par bains de sels fondus d'une capacité de 4 530 litres,
- 1 chaîne automatique de préparation, application et séchage de peinture,
- Des locaux pour le stockage et l'expédition des produits, le contrôle des produits finis, la recherche et l'expérimentation,
- Des locaux sociaux et administratifs,

- 1 extension de 1 778 m² côté Est abritant l'atelier, objet de la présente autorisation.

2.2. Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

TITRE II

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 3.- PRINCIPES GENERAUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

En particulier, tout déversement sur le sol ou dans le sous-sol est interdit.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement et, plus particulièrement en ce qui concerne les eaux d'origine souterraine.

ARTICLE 4.- AMENAGEMENTS DES INSTALLATIONS

4.1. Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockage...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être, soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

4.2. Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à un gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

OR (Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et des liaisons. Elles sont pourvues d'un déclencheur d'alarme en point bas.

4.3. Les Systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mélanger.

OR (4.4. Les réserves d'acide chromique et de sels métalliques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermetures de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée.

4.5. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

|| **Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuit ouvert.**

(4.6. L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

OR (4.7. Afin d'éviter tout phénomène de retour d'eau industrielle ou autre sur le réseau public d'eau potable, un appareil de disconnection à zone de pression réduite sera mis en place sur le circuit d'arrivée d'eau général après le compteur.

4.8. L'emploi de bains de cadmiage et de bains de traitement contenant du cadmium est interdit.

ARTICLE 5.- REGLES D'EXPLOITATION

5.1. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

L'exploitant doit s'assurer fréquemment que les dispositifs de rétention prévus à l'article 4 sont vides.

5.2. Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé a accès aux dépôts de sels métalliques et d'acide chromique.

Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces bains ne doivent pas séjourner dans les ateliers (seuls les produits nécessaires à la consommation journalière sont dans les ateliers de fabrication).

5.3. Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée de l'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance,
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,

L'exploitant doit s'assurer de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

5.4. L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande.

ARTICLE 6.- COLLECTE DES EAUX

La collecte des eaux a pour but de classer les eaux de diverses origines selon la nature et la concentration des produits qu'elles transportent et de les acheminer vers le traitement dont elles sont justiciables.

6.1. Effluents industriels

Les effluents engendrés par le fonctionnement des installations (eaux de rinçages, rinçages morts, bains usés) contenant des produits toxiques tels que chrome hexavalent, métaux, ou autres produits polluants (tels que phosphates) doivent faire l'objet de collectes et de traitements spécifiques afin d'être détoxiqués et épurés avant rejet dans le réseau d'assainissement de la zone industrielle de CHEMAUDIN raccordé à la station d'épuration du Syndicat Mixte d'Assainissement de GRANDFONTAINE.

Ce rejet devra faire l'objet d'une nouvelle convention avec le gestionnaire du réseau cité ci-dessus du fait de l'augmentation des débits.

Les effluents susvisés qui, de par leur nature ou leurs caractéristiques (concentration, flux ...) ne pouvant être traités efficacement sur le site, doivent être éliminés conformément aux dispositions du titre IV du présent arrêté.

Les autres catégories d'eaux usées (lavage des sols, purges, vidanges ...) sont éliminés dans les mêmes conditions.

6.2. Ecoulements accidentels

Les écoulements accidentels doivent être recueillis dans les cuvettes de rétention pour être soit récupérés, soit traités et éliminés comme il est dit à l'article 6.1., ci-dessus.

6.3. Autres effluents

Les eaux de refroidissement et les eaux pluviales non polluées, qui ne sont pas réutilisées en rinçage, seront collectées séparément des eaux spécifiées ci-dessus.

Les autres effluents (eaux vannes, eaux ménagères ...) seront également collectées séparément et évacuées conformément aux règles sanitaires en vigueur en l'espèce.

ARTICLE 7.- INSTALLATION DE DETOXICATION

7.1. Règle d'aménagement

Les dispositions des articles 4.1., à 4.3. sont applicables aux installations de détoxication, tant en ce qui concerne les appareils utilisés (cuves de traitement, pompes, filtres, canalisations, fosses ou réservoirs de reprise ou de stockage de déchets ou de réactifs ...) que les locaux où sont implantés ou utilisés ces appareils.

Les réservoirs (fosses ou cuves) utilisés pour le stockage ou la reprise des effluents doivent avoir une affectation précise clairement identifiée. Le niveau intérieur des effluents contenus doit pouvoir être contrôlé en permanence.

L'exploitant doit s'assurer de la présence en permanence dans l'atelier des quantités de réactifs nécessaires au traitement des effluents.

L'émissaire d'évacuation des eaux issues de l'atelier doit être pourvu d'une vanne ou d'un système équivalent qui doit être fermé pendant les heures de fermeture de l'atelier.

7.2. Traitement

7.2.1. Les effluents liquides ne contenant pas de chrome produits par l'activité des ateliers de galvanoplastie subiront le traitement physico-chimique en continu suivant :

- neutralisation,
- floculation,
- décantation,
- filtration sur sable,
- contrôle final

7.2.2. Les effluents liquides contenant des eaux chromatées produits par l'activité de passivation chromique sont filtrés et déminéralisés avec passage sur des résines échangeuses d'ions pour réutilisation en circuit fermé.

7.3. Dispositifs de contrôle

Les contrôles de quantités de réactifs à utiliser seront effectués en continu.

Le pH des effluents doit être mesuré en continu.

L'installation de détoxification doit être équipée de façon à permettre la mesure et l'enregistrement en continu du débit et le pH de l'effluent rejeté.

Chacun des dispositifs de contrôle prescrits aux deux alinéas précédents doit être relié à une alarme efficace disposée dans l'atelier et se déclenchant automatiquement en cas de dépassement des valeurs de consignes ou des normes prescrites.

Les contrôles de niveau des cuves sera relié à une alarme disposée dans l'atelier.

Le fonctionnement de l'alarme signalant une anomalie du pH du rejet doit entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.

7.4. Exploitation des installations de détoxification

Les installations de traitement, des effluents doivent être placées sous la surveillance régulière de préposés dûment formés, chargés de contrôler les paramètres de fonctionnement desdites installations conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande.

Ces installations doivent être correctement entretenues et maintenues en permanence en bon état de fonctionnement, notamment en ce qui concerne les organes de mesures, de dosage des réactifs et d'alarme.

En cas de perturbation ou d'incident affectant les installations d'épuration susceptible d'entraîner un dépassement des normes de rejet fixées à l'article 8, le fonctionnement et l'alimentation en eau des chaînes doivent être interrompus.

Aucune opération ne doit être reprise avant mise en état du circuit d'épuration sauf dans les cas exceptionnels intéressant la sécurité des personnes.

ARTICLE 8.- CONDITIONS D'EVACUATION DES EAUX RESIDUAIRES

8.1. Condition de rejet

Un seul émissaire est autorisé pour le rejet dans le réseau des effluents détoxiqués.

Ce point, situé en sortie de la station de détoxification doit être équipé d'un dispositif permettant la réalisation de prélèvements d'échantillons et comporter les aménagements nécessaires pour la mesure du débit.

L'accès à ce point doit être aménagé de façon à être accessible en tout temps à l'inspection des Installations Classées.

8.2. Normes de rejet

Les normes de rejet maximales en terme de concentration des produits sont définies comme suit, en mg/l (milligrammes par litre d'effluent rejeté), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + . + Pb + Sn = 15 mg/l

en particulier les normes suivantes ne doivent pas être dépassées :

Métaux	Concentrations	Flux
Cr total	3 mg/l	72 g/j
Fe	5,0 mg/l	120 g/j
Zn	5,0 mg/l	120 g/j
Ni	5,0 mg/l	120 g/j
Mn	5,0 mg/l	120 g/j
Autres Polluants	Concentrations	Flux
MES	30,0 mg/l	720 g/j
F	3,0 mg/l	72 g/j
Nitrites	1,0 mg/l	24 g/j
P	10,0 mg/l	240 g/j
DCO	150,0 mg/l	3600 g/j
Hydrocarbures totaux	5,0 mg/l	120 g/j

6,5 < pH < 9

t° < 30°C

Débit maxi sur 24 heures : 24 m3

Tout rejet de solvants chlorés est interdit.

ARTICLE 9.- ANALYSES ET MESURES

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les analyses doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 10.- ANALYSES PERIODEQUES

10.1. Autosurveillance

Des contrôles du niveau des rejets en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisés par l'exploitant sur un échantillon représentatif de la période considérée. Les résultats de ces contrôles sont archivés sur un support prévu à cet effet.

a) Des contrôles par des méthodes simples doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux normes de rejet fixées. Ces contrôles sont effectués :

- une fois par semaine en vue de déterminer le niveau des rejets en **chrome total**, en zinc, en fer et en nickel.

b) Les contrôles trimestriels portent sur les paramètres suivants nécessaires pour apprécier la qualité des rejets au regard de la protection de l'environnement : pH, M.E.S., D.C.O., Fluor, Nitrites, Phosphore, Hydrocarbures totaux, Cr total, Zn, Fe, Ni et débits.

Ces contrôles sont effectués avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'atelier (eaux pluviales, eaux vannes ...) non chargés de produits toxiques.

Ils sont effectués sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte.

Les contrôles trimestriels seront réalisés suivant les normes AFNOR, soit par l'exploitant, soit par un laboratoire extérieur soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra modifier la fréquence des analyses à pratiquer et, ou, la nature des paramètres à rechercher au vu des résultats présentés.

Les mesures, contrôles et analyses définis au présent article sont à la charge de l'exploitant.

c) **Mesure en continu du pH et du débit sortie station.** Les enregistrements seront archivés pendant une durée d'au moins cinq ans.

10.2. Communication des résultats

Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance ainsi que des commentaires éventuels sont adressés périodiquement à l'inspection des Installations Classées selon les modèles joints au présent arrêté.

TITRE III

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 11.-

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires sont captées avant rejet à l'atmosphère.

ARTICLE 12.-

12.1. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.

12.2. Les débits d'aspiration seront en cohérence avec les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

12.3. En ce qui concerne les bains de solvants chlorés, la prévention des pollutions consistera à réduire les émissions à la source au moyen d'une condensation.

ARTICLE 13.-

Les effluents ainsi aspirés doivent être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées pour satisfaire aux exigences ci-après :

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant dilution les limites fixées comme suit :

- acidité totale expérimentée en H : 0,5 mg/Nm³
- Hf, exprimé en F : 5 mg/Nm³
- Cr total : 1 mg/Nm³
- Alcalins exprimés en OH : 10 mg/Nm³
- NOx, exprimés en NO² : 100 ppm

ARTICLE 14.- CONTROLES

14.1. Analyses et mesures

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à d'autres prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

14.2. Contrôles périodiques : autosurveillance

L'autosurveillance porte sur :

- Le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau ...).
- Le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques.

Ce type de contrôles doit être réalisé au moins une fois par an. Un contrôle des performances effectives des systèmes doit être réalisé dès leur mise en service, sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 13.

14.3. Les prélèvements et analyses seront réalisés, soit par l'exploitant, soit par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 15.- REGLES D'EXPLOITATION

L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

Les installations de captation et de traitement éventuel des effluents gazeux doivent être placées sous la surveillance régulière de préposés qualifiés ; elles doivent être correctement entretenues et maintenues en permanence en bon état de fonctionnement.

TITRE IV

LES DECHETS

ARTICLE 16.-

Sont soumis aux dispositions du titre IV tous les déchets tels que l'ensemble des résidus de traitement (boues de précipitation, rebuts de fabrication ainsi que les bains usés, bains morts, eaux de lavage de sols, les écoulements accidentels, les purges des systèmes de recyclage et la vidange des bains de rinçage ne pouvant être traités sur place ...).

ARTICLE 17.-

Ces déchets doivent impérativement être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet au titre de la législation sur les Installations Classées.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

ARTICLE 18.-

Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. Notamment les prescriptions imposées pour le stockage et l'emploi des produits de traitement doivent être respectées.

ARTICLE 19.-

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours aux services d'un tiers ; il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier et notamment dans le cadre de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 (bordereaux de suivi). Une synthèse précisant de façon détaillée les déchets produits, leur composition approximative, les enlèvements, les quantités et leur modalité d'élimination finale sera transmise annuellement à l'Inspection des Installations Classées. L'Inspecteur peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande.

ARTICLE 20.-

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

TITRE V

BRUIT - INCENDIE - ACCIDENT

ARTICLE 21.- PREVENTION DU BRUIT

21.1. Principes généraux

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatives au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations Classées sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969.

21.2. Normes

Le niveau acoustique d'évaluation (Lr) mesuré en dB(A) suivant la norme S 31010 ne doit pas dépasser, en limite de propriété :

- les jours de semaine de 7 H à 20 H	65 dBA
- les jours de semaine de 22 H à 6 H	55 dBA
- les jours de semaine pour les périodes intermédiaires.	60 dBA
- les dimanches et jours fériés	60 dBA

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles peuvent être effectuées à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 22.- PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

22.1. Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

22.2. Matériel électrique

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail pour les vérifications sur mise en demeure.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

22.3. Règles générales d'analyse de la sécurité des installations

Conformément, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, l'exploitant définira sous sa responsabilité, les zones ci-après :

- Zones 1 dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives, de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre de fonctionnement normal des installations (cabines d'application de peinture, installations de séchage, dépôt de solvant, poste de préparation de peinture, aire de transvasement de solvants, fosse de réception des eaux de lavage des vapeurs de solvants, etc ...).
- Zones 2 dans lesquelles peuvent, apparaître des atmosphères explosives de manière épisodique avec une faible fréquence et, sur une courte durée (volumes limitrophes des zones 1, abords de récipients ou conduites renfermant de la peinture ou des solvants, etc...).

Dans les zones de type 1, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans des atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application (notamment arrêté du 9 août 1978).

Dans les zones de type 2, les installations électriques doivent :

- soit répondre aux prescriptions ci-dessus,
- soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui en service normal n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptibles de provoquer une explosion.

22.4. Règles de construction et d'aménagement

22.4.1. L'application et le séchage des peintures à base de liquides inflammables se feront dans des locaux distincts.

22.4.2. Chaque local d'application et de séchage sera muni de deux portes au moins dotées de fermetures automatiques et s'ouvrant dans le sens de la sortie et ne comportera aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc ...).

22.4.3. Les éléments de construction des ateliers doivent présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs et parois : incombustibles et coupe-feu de degré deux heures,
- portes : pare-flammes de degré une demi-heure,
- plancher haut : coupe-feu de degré une heure,
- sol : imperméable et incombustible,
- couverture : incombustible.

22.4.4. La dilution des atmosphères explosives des zones 1 sera assurée par des extracteurs dont le nombre et les caractéristiques sont définis par l'exploitant et sous sa responsabilité. Un coupe-circuit multipolaire placé au dehors des ateliers et dans un endroit facilement accessible permettra l'arrêt des ventilateurs dans le cas d'un début d'incendie.

Le fonctionnement des pistolets d'application des peintures liquides et pulvérulentes ainsi que le fonctionnement des dispositifs de chauffage (étuve et tunnel) doit être asservi à la mise en oeuvre correcte des systèmes d'extraction.

22.4.5. Toutes les enceintes (cabines d'application, tunnel de séchage, étuves...) seront construites en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré une heure. Chacune sera dotée d'une trappe d'explosion dirigée vers des zones non fréquentées par le personnel.

Les parois des appareils de chauffage seront bien isolées thermiquement de manière que la température extérieure de celles-ci ne dépasse pas 150°C.

22.4.6. La présence de feux nus est interdite en zones 1 et 2. Cette prescription sera affichée de façon permanente et bien visible aux endroits nécessaires ainsi que l'interdiction de fumer.

22.4.7. Les sorties seront signalées par des inscriptions bien visibles de jour et de nuit.

22.5. Règles d'exploitation

22.5.1. Un prébalayage et un posbalayage seront systématiquement effectués lors de l'utilisation de toutes les enceintes (cabines, étuves, tunnel ...).

22.5.2. Des opérations d'entretien seront régulièrement réalisées dans le but de supprimer les produits inflammables et de conserver aux parois isolantes leurs propriétés (nettoyage des enceintes, des locaux et des aires de préparation, renouvellement périodique des filtres et rideau d'eau, enlèvement des boues...).

22.5.3. Un bon de travail ou un permis de feu sera délivré par l'exploitant et sous sa responsabilité lors de toute intervention ou opération n'entrant pas dans le déroulement normal de l'exploitation.

22.5.4. Des consignes d'exploitation et de sécurité seront prévues.

- lors du fonctionnement normal des installations (coupure des courants force et lumière chaque soir, fréquence des opérations citées en 22.5.2., etc),
- en marche incidentelle (situation dégradée) ; les situations où l'arrêt s'impose seront précisées,
- en cas de sinistre,

Une mesure ponctuelle de la limite inférieure d'explosivité sera réalisée régulièrement au moyen par exemple, d'un explosimètre portatif. Lorsque la mesure indique une valeur supérieure à 20 % de la limite inférieure d'explosivité des solvants utilisés, les opérations d'application et de séchage seront suspendues et les locaux seront largement ventilés.

Par ailleurs, toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

Des consignes incendie seront affichées.

22.6. Dispositifs de lutte contre l'incendie

22.6.1. Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

22.6.2. Utilisation éventuelle de deux poteaux d'incendie normalisés implantés dans la zone industrielle à 60 et 100 m de l'installation de peinture.

22.6.3. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

22.6.4. Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques (gamme technique conforme à la norme S 61.900).

22.7. Mesures particulières

Les sorties piétonnes seront en nombre suffisant pour le personnel et seront construites avec absence de cul de sac. Elles seront signalées par des inscriptions bien visibles de jour et de nuit.

Des châssis ouvrants seront aménagés en partie haute de l'atelier et leurs commandes d'ouverture manuelles "tirer-lâcher" seront situées près des sorties.

22.8. Local de stockage

Le local comprenant le stock de vernis de l'établissement sera placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

Ce local sera signalé et ventilé efficacement afin de dissiper rapidement toute éventuelle atmosphère explosible.

ARTICLE 23.- MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex ...) l'Inspecteur des Installations Classées.

Il fournira à ce dernier, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il se reproduise.

TITRE VI

DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

ARTICLE 24.- ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cessera de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou si son exploitation vient à être interrompue deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 25.- PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 26.- TRANSFERT DES INSTALLATIONS, CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet, et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

ARTICLE 27.- CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au Titre III, Livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE 28.- DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 29.- NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 30.- DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 31.- EXECUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS, le Maire de CHEMAUDIN, Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement, Région de Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également faite à :

- M. Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
- M. Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile.

BESANCON, le 5 février 1991

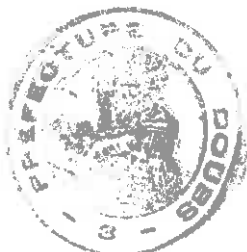
LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture,

Pour ampliation,
Par délégation,
Le Chef de Bureau,



Martine QUENOT



Janine PICHON

RESULTAT D'ANALYSES DES REJETS
D'EAUX RESIDUAIRES
Traitement de surface

Nom de l'Etablissement :
Adresse :
Téléphone :
Nom et qualité de la personne responsable :
Nom du laboratoire ayant procédé à l'analyse :
N° ou nom du rejet :

mois de :

Para- mètres	Débit m ³ /h	Vol eau m ³ /jour	pH	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	Total Métaux mg/l
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												

Nombre de jours travaillés :
Surface traitée : m²